

GFI PSF

Société à responsabilité limitée

Siège social:

L-3372 Leudelange,

2, rue de Drosbach,

R.C.S. Luxembourg B 124.204

Assemblée Générale Extraordinaire du 27 décembre 2016

Numéro Me Leonie GRETHEN 12498

Numéro Me Karine REUTER 3227

L'an deux mil seize, le vingt-sept décembre.

Pardevant Nous Maître **Léonie GRETHEN**, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître **Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêchée, laquelle aura la garde de la présente minute.

A comparu:

La société anonyme « **GFI Informatique** », une société française, avec siège social à F-93400 Saint-Ouen, 145 boulevard Victor Hugo, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 385 365 713, représentée par Monsieur **Vincent ROUAIX**, Président et Directeur Général, demeurant à F-75016 Paris, 57 rue Michel Ange, agissant en sa qualité d'administrateur délégué avec pouvoir d'engager ladite société, ici représenté par Monsieur **Bruno HANNON**, né le 12 mai 1969 à Leuven (Belgique) demeurant à B-3220 Holsbeek, Meesberg 71, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, signée ne varietur par la personne comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de « **GFI PSF** » (la « Société Aborbée » ou la « Société »), dont le siège social est à L-3372 Leudelange, 2, rue de Drosbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 124.204, constituée suivant acte de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 29 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 626 du 17 avril 2007 page 30.039.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Associé a reconnu que conformément à l'article 267 de la Loi de 1915, les documents suivants ont été mis à la disposition de l'associé unique de la société au siège social de la société au moins un (1) mois avant la date de la présente assemblée générale des actionnaires de la société appelée à approuver la Fusion :

- le Projet Commun de Fusion;
- les comptes annuels et le rapport de gestion des sociétés qui fusionnent pour les trois dernières années ; et
- les états comptables de la Société Absorbante et de la Société Absorbée au sens de l'article 267.

Conformément aux articles 265 paragraphe 3 et 266 paragraphe 5 de la Loi sur les sociétés commerciales, l'Associé a décidé de renoncer aux autres documents répertoriés à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi de 1915, notamment :

- les rapports portant sur le Projet Commun de Fusion rédigés par les organes d'administration de la société et de la société absorbante conformément à l'article 265 de la Loi de 1915 (article 267 paragraphe 1 (d) de la Loi de 1915) ; et
- l'examen du Projet Commun de Fusion et les rapports des experts indépendants conformément à l'article 266 de la Loi de 1915 (article 267 paragraphe 1 (e) de la Loi de 1915).

L'Associé a décidé d'approuver, après en avoir pris connaissance, le Projet Commun de Fusion.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Associé a décidé d'approuver le Projet Commun de Fusion et la Fusion telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, par voie d'absorption entre la société en tant que société absorbante et la société absorbée en tant que société absorbée conformément aux articles 261 et suivants de la Loi de 1915, étant entendu que toutes les parts sociales de la société absorbée sont annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la société absorbée, rien excepté, ni réservé, à la société au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la société absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

L'Associé a décidé d'approuver que la Fusion est effective d'un point de vue comptable au 1er janvier 2017 à 00:00 heures.

L'Associé a décidé d'approuver que l'apport-fusion de la société absorbée est rémunéré par vingt mille (20.000) actions nouvelles, sans désignation de

valeur nominale, entièrement libérées, soumises à toutes les dispositions statutaires de la société anonyme « **Gfi Infrastructure Services S.A.** » (la « Société Absorbante »), avec siège social à L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 52.391, et jouissant des mêmes droits que les actions existantes de la société absorbante, lesdites actions étant émises à la suite d'une augmentation de capital de la société absorbante à concurrence de un million et douze mille onze euros (EUR 1.012.011,-), pour être attribuées à « **GFI Informatique** », associé unique de la société absorbée, en échange des trois mille sept cents (3.700) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune détenues par l'associé unique dans la société absorbée, soit un rapport d'échange de 5,4054054 de la société absorbante contre une (1) part sociale de la société absorbée.

L'Associé a reconnu que ces nouvelles actions seront délivrées par inscription au registre des actionnaires de la société absorbante.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Associé a pris acte que la Fusion sera définitivement réalisée à l'occasion d'une décision concordante approuvant la fusion à prendre par les associés de la société absorbante lors d'une assemblée générale et que la société cessera dès lors d'exister à la clôture de ladite assemblée générale, les opérations de dissolution sans liquidation formelle ayant toutes été accomplies.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Associé a décidé de donner décharge, pour autant que de besoin, aux gérants pour l'exercice de leur mandat et pour leur mission par rapport à la fusion et de conserver les documents et archives de la société au siège social de la société absorbante à L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités pour une période de cinq ans.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Associé a décidé de conférer tous pouvoirs à Monsieur **Pascal MEYER**, administrateur de la société absorbante, comme mandataire spécial, avec faculté de substitution, en vue d'accomplir toutes formalités, auprès d'autorités publiques ou de personnes privées et d'accomplir, plus généralement tous actes nécessaires ou utiles à la mise en œuvre des résolutions ci-avant et à assurer la bonne application des effets légaux de la Fusion par absorption.

CONSTAT

Conformément aux articles 271 paragraphe 2 et 273 de la Loi de 1915, le notaire soussigné (i) déclare avoir vérifié et certifié l'existence et la validité, en droit luxembourgeois, du Projet Commun de Fusion ainsi que des actes juridiques et formalités imposés afin de rendre la fusion effective entre la société absorbante et la société absorbée et (ii) confirme que la fusion entre la société absorbante et la société absorbée sera effective vis-à-vis des tiers à compter de

la date de publication du présent acte au Recueil Electronique des Sociétés et Associations.

FRAIS

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cents euros (EUR 1.100,-).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au représentant de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signés :B. HANNON, L. GRETHEN

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/105

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 11 janvier 2017